

Service émetteur :
Direction de l'Offre de Soins
Pôle Efficience
Département pilotage médico-économique

Monsieur Claude-Henry TONNEAU
Directeur
Centre Hospitalier Léon Binet
Route de Chalaudre
BP 212
77488 PROVINS

Affaire suivie par : Serge WILK
Courriel : serge.wilk@ars.sante.fr
Téléphone : 01 44 02 02 62

Saint-Denis, le 10 décembre 2025

Objet : approbation de l'EPRD 2025 et du PGFP 2025-2032 du CH Léon Binet de Provins.

Monsieur le Directeur,

Par courrier reçu le 9 décembre 2025, vous m'avez transmis l'Etat des Prévisions de Recettes et de Dépenses (EPRD) pour l'exercice 2025 ainsi que le Plan Global de Financement Pluriannuel (PGFP) 2025-2032 du CH Léon Binet de Provins. Ces documents ont été examinés en tenant compte des instructions de la circulaire DGOS/PF1/DSS/1A/DGFIP/CL1B/DB/6BCS/2016/64 du 4 mars 2016 et des dispositions du Code de la Santé Publique (CSP) relatives à l'EPRD.

Je note que le PGFP intègre les impacts liés au plan d'efficience et au projet prioritaire dans le cadre du Ségur investissement, circonscrit à la phase 1 du SDI pour le moment. A ce titre, vous bénéficiez d'une aide à l'investissement de 19 M€¹, qui a fait l'objet d'un avenant au contrat de soutien à l'investissement et à la transformation du service public hospitalier signé le 3 juillet dernier.

- La phase 1 du projet concerne la refonte du plateau technique, indispensable pour la relance de l'activité de chirurgie (création d'une UCA de 20 places, d'une SSPI, articulation avec le secteur naissance, qui sera déplacé et adossé au bloc opératoire), le respect de la réglementation pour les salles d'accouchement et la mise en place du plan Urgences (regroupement adultes et enfants), d'un coût total de 26,1 M€ TDC, dont la saisie est à clarifier au sein du tableau de financement, avec une mise en service programmée pour 2029.
- Le plan d'efficience réactualisé, dont les effets attendus doivent conduire à un redressement structurel de la situation financière et à une garantie de financement des investissements essentiels à la continuité et à la qualité du fonctionnement de l'établissement, est présenté à hauteur de 55,66 M€ cumulés en 2029.

L'établissement s'engage, dans le cadre du contrat de performance de décembre 2025, à mettre en œuvre le plan d'efficience. Les indicateurs de gestion générés par le déploiement de ce plan ne permettent toutefois pas d'atteindre un redressement structurel suffisant ; en conséquence, il devra être approfondi de mesures complémentaires, à transmettre avant le 31/03/2026 selon le formalisme communiqué par l'Agence.

Les projections déclinées dans l'EPRD 2025 et au sein du PGFP 2025-2032 permettent d'atteindre progressivement les critères réglementaires d'approbation au regard des éléments suivants :

- Le résultat déficitaire du CRPH 2025, projeté à 8,9 M€, soit -9,8% des produits, en-deçà du seuil réglementaire fixé pour votre catégorie d'établissement, s'améliore graduellement sur la période pour atteindre un excédent d'exploitation présenté en 2029, à la suite d'efforts d'efficience liés aux développements envisagés d'activité, à la consolidation des gains structurels engagés et pérennisés, et aux effets attendus de la mise en œuvre du projet d'investissement.

¹ Compte tenu des crédits pour travaux de mise en sécurité et d'amorçage délégués à l'établissement respectivement en 2021 et en mars 2025 pour un montant de 3,8 M€ (1,8 M€ et 2 M€), le montant des crédits à verser issus de l'enveloppe « soutien aux investissements structurants » du Ségur s'élève à 15,2 M€, à date de la signature du contrat du 3 juillet 2025.
13 rue du Landy
93200 Saint-Denis
Tél : 01 44 02 00 00
iledefrance.ars.sante.fr

- Concernant les budgets annexes, le CRPA E (EHPAD) est présenté en déséquilibre. Je vous remercie de bien vouloir intégrer lors d'une prochaine décision modificative les ajustements nécessaires pour rétablir l'équilibre de ce budget annexe, en lien avec les notifications budgétaires relatives à l'exercice 2025.
- Pour le budget principal, vous projetez une progression des recettes de titre 1 sur la période du PGFP de 3% en moyenne annuelle, justifiée par les effets du déploiement progressif du plan d'efficience initié fin d'année 2025 et reconduit jusqu'à 2030, dans un contexte d'optimisation nécessaire des charges, en particulier celles du personnel.
- Les montants des dotations non notifiées à ce jour doivent être inscrits dans l'EPRD en produits attendus non notifiés et ne valent pas pour le moment engagement de l'Agence.
- Les projections haussières des produits de titre 2 pourraient être davantage étayées.
- Le résultat consolidé génère une CAF nette positive à partir de 2028, dont le seuil réglementaire fixé à 2% est atteint en 2030, permettant de couvrir le financement des opérations courantes à partir de 2031.
- Le PPI, composé principalement du projet immobilier Ségur, mentionné supra, est financé au travers des justifications apportées dans le cadre de la construction du plan d'efficience, par :
 - o Le versement anticipé des aides à l'investissement Ségur art.50 de 8,6 M€ en 2025, reconduit en 2026 ;
 - o Un recours à l'emprunt de 27 M€ sur la période, avec un niveau d'endettement prévu qui ne permet pas à l'établissement de respecter deux des trois critères réglementaires d'endettement².
 - o Un autofinancement composé essentiellement d'un plan de versement dégressif d'aides en trésorerie exceptionnelles versées par l'Agence de 2025 à 2029, d'un total de 14 M€, conditionné toutefois par la tenue des engagements.
- Par ailleurs, je note que vous avez inscrit³, au sein du tableau de financement prévisionnel du PGFP, l'aide attribuée à votre établissement au titre de la restauration des marges financières pour un montant de 3,3 M€, laquelle est versée sur 9 ans de façon linéaire depuis 2021 (double annuité la première année).
- Je note aussi que vous avez bien inscrit la reprise des aides historiques nationales et régionales à l'investissement, conformément au calendrier validé conjointement entre l'ARS et vos services, prenant fin en 2026.

Une attention particulière sera apportée à la sécurisation du niveau de trésorerie, qui se rapproche des seuils de soutenabilité sur la période (11 jours en 2032). L'atteinte du seuil de sécurité des 20 jours de charges courantes annuelles doit conduire l'établissement à compléter le plan d'efficience.

Sous réserve des points énoncés ci-dessus, j'approuve l'EPRD 2025 et le PGFP 2025-2032.

Je vous rappelle que les conditions infra-annuelles de l'exécution de l'EPRD seront appréciées dans le cadre de la présentation périodique de l'état comparatif de l'activité, des recettes et des dépenses.

L'article R.6145-66 du CSP dispose que « le Plan Global de Financement Pluriannuel est mis à jour, en tant que de besoin au cours de l'exercice, dès lors qu'une nouvelle opération est inscrite dans le programme d'investissement ou dès lors que les prévisions de recettes et de dépenses sont substantiellement modifiées. Le plan mis à jour est transmis pour information au Directeur général de l'Agence régionale de santé ».

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Île-de-France

Par délégation

La Responsable du département pilotage
médico-économique



Laure-Anne SCHERRER

² Décret n°2012-700 du 07/05/2012 modifiant le décret n°2011-1872 du 14/12/2011 relatif aux limites et réserves du recours à l'emprunt par les établissements publics de santé. Seuils fixés : indépendance financière <50%, poids de la dette <30%, durée de la dette <10ans

³ Hormis pour l'exercice 2024, dont un retraitement comptable adéquat est à prévoir.